

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Liberté - Égalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 706/PRM/DAJ/DA/MT/2024

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le code pénal, et notamment l'article R 610-5,

Vu le code de la route,

Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu la demande la Police Municipale du dix-neuf août deux mille vingt-quatre

Vu l'avis de la police municipale n° 462/2024 du vingt-trois août deux mille vingt-quatre,

Considérant que dans le cadre de la manifestation intitulée « ARRET EK SAF » organisée le lundi neuf septembre deux mille vingt-quatre, il y a lieu de réglementer le stationnement sur l'esplanade de la ZAC AVENIR,

ARRÊTE

Art. 1. - Le stationnement est interdit sur l'esplanade de la ZAC AVENIR, Place Raymond Barre.

Art. 2. - Le site est réservé à la manifestation susmentionnée.

Art. 3. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives le lundi neuf septembre deux mille vingt-quatre entre huit heures et seize heures.

Art. 4. - L'organisateur est responsable du bon déroulement de la manifestation.

Art. 5. - Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à Monsieur Thierry MAILLARD Président de l'Association SAF OCEAN INDIEN.

Fait à Saint-Louis, le **30 AOUT 2024**

Pour la Maire et par délégation,

Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH

Conseillère Municipale

Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- DGST
- Direction des Routes et des Infrastructures
- Service communication
- M. Thierry MAILLARD

LA MAIRE :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :

→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.